

L' Education sous pression ! Les raisons de la colère !

- Le gouvernement fait un mauvais choix pour l'éducation.
- Après les suppressions de 11200 postes d'enseignants à la rentrée 2008, le gouvernement prévoit la suppression de 13500 postes pour la rentrée 2009.



Ensemble, élèves, étudiants, parents, enseignants, personnels, citoyens, exigeons une école de qualité qui permette la réussite de tous les élèves et assure l'avenir de notre pays.

L'école doit être la priorité nationale.

2 pétitions à signer en ligne pour soutenir un VRAI Service Public d'Education :

- <http://www.uneecole-votreavenir.org/>
- <http://www.sauvonslesrased.org>

**L'éducation est notre avenir :
il ne doit pas se décider sans nous !**

réclament une politique éducative ambitieuse



Le budget 2009 en préparation pour la prochaine rentrée est contesté par les élèves, les étudiants, les parents d'élèves, les personnels de l'éducation, les associations éducatives complémentaires de l'enseignement public et tous les partenaires de l'Ecole.

Les enseignants se sentent maltraités, leur professionnalisme est remis en cause.

Le ministre DARCOS organise moins d'éducation pour nos enfants, il ne tient pas compte du mécontentement et des inquiétudes exprimés ces dernières semaines :

Dans les écoles

- La suppression de postes entraîne plus d'élèves par classe et la disparition progressive de la scolarisation des enfants de 3 ans et moins.
- La Maternelle est remise en cause (création de jardins d'éveil...)
- 3000 postes de professionnels des RASED supprimés (enseignants assurant la prise en charge de la grande difficulté scolaire pendant le temps scolaire) = des milliers d'élèves en difficulté sur le carreau.
- l'aide est proposée aux familles en dehors du temps scolaire obligatoire (24H)

Dans les collèges et lycées

- La suppression de postes d'enseignants entraîne plus d'élèves par classe et la disparition progressive de formations et d'options, rend impossible le suivi individuel des élèves et met fin aux dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.
- L'aggravation des difficultés des élèves induite par une réforme des lycées uniquement basée sur des économies budgétaires.
- La suppression de postes administratifs et d'encadrement entraîne des difficultés supplémentaires dans la gestion au quotidien des établissements.
- La réforme du Bac pro en 3 ans est mise en œuvre à la hussarde : les élèves ayant des difficultés auront peu de chance de réussir leur formation professionnelle.

A l'Université :

- Nous refusons les suppressions de postes
- Nous réclamons le financement de l'année de formation à bac+5 et l'harmonisation des masters dans le cadre de la masterisation de l'IUFM.
- Nous exigeons un Plan d'action sociale pour les étudiants
- Nous revendiquons un cadre national des diplômes